

Fondateur : Serge Benattar ^{2nd}

כס"ד

ISSN 0291 1159

N° 1440 - 29 Juin 2017 - 5 Tamouz 5777

www.actuj.com

1,70€

Actualité Juive

HEBDO

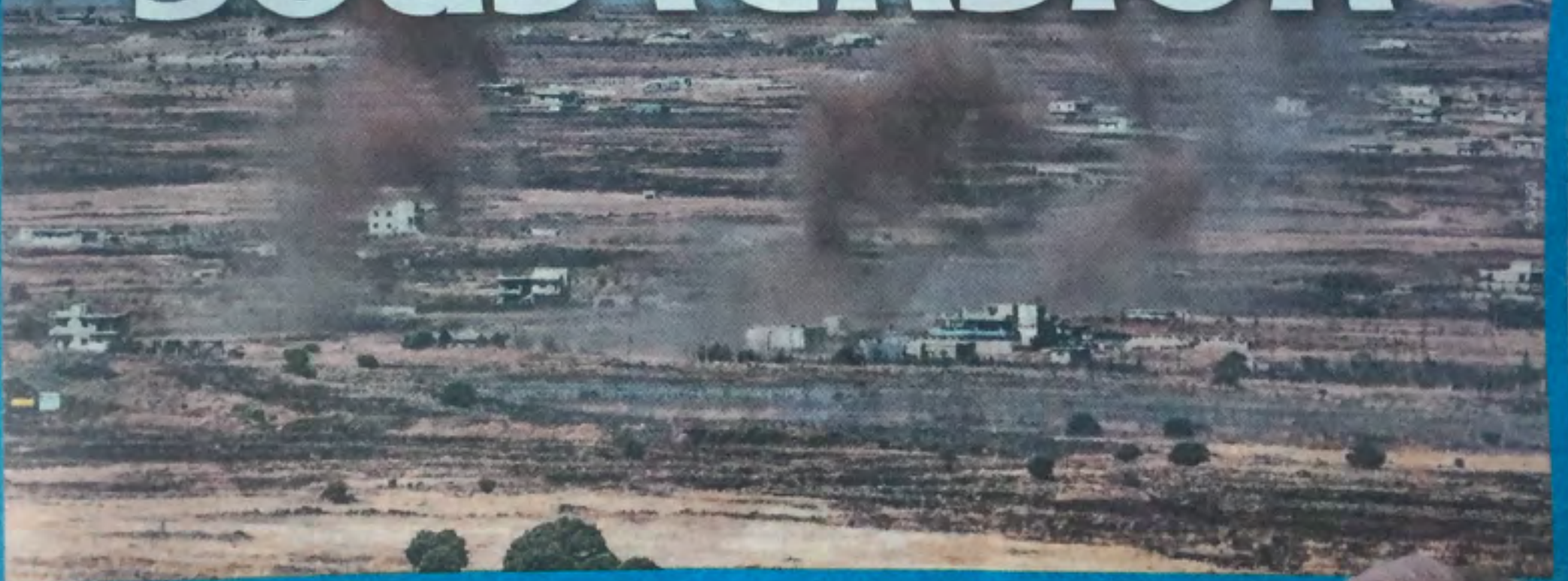


En marge de la conférence d'Herzliya

כנס הרצליה 2017 תשע"ז
HERZLIYA CONFERENCE

Israël

Le front Nord sous tension



14 Rue Raymond Salez 93260 Les Lilas - email : a-j-press@actuj.com - Tel : 01 43 60 20 21 - Fax : 01 43 60 20 20 - www.actuj.com



Elie Wiesel
Un témoignage universel



Rencontre avec **Philippe Labro**

CHARLES TENENBAUM | MAÎTRE DE CONFÉRENCES SCIENCES PO LILLE

« Un scénario de crise régionale tout à fait plausible »

■ Politologue spécialisé dans la médiation des conflits internationaux, Charles Tenenbaum* était à Herzliya pour participer à un exercice de simulation impliquant pour Israël l'ouverture de plusieurs fronts simultanés. Il livre à Actualité juive le bilan de ce passionnant wargame.

Actualité juive : Vous avez participé jeudi dernier à un exercice de simulation. Quels en étaient le scénario et les principaux attendus ?

Charles Tenenbaum : Il s'agit d'un exercice de simulation qui a lieu chaque année, en parallèle de la Conférence d'Herzliya, et qui rassemble universitaires israéliens et internationaux autour d'un scénario de crise régionale et internationale. L'an dernier, le thème était : comment penser la fin territoriale de Daech ? La semaine dernière, c'est « Israël face à une crise sur des fronts multiples » qui a été retenu. Le scénario comportait trois étapes. La première voyait l'hospitalisation du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, qui entraîne une déstabilisation politique en Cisjordanie. Le leadership palestinien intérimaire n'est en effet pas reconnu par l'ensemble de l'establishment politique palestinien. Parallèlement, on assiste à la recrudescence des violences sur les territoires cisjordanien et israélien avec le kidnapping d'un jeune civil israélien et des opérations militaires de Tsahal. Un nouveau front s'ouvre alors à Gaza d'où partent des roquettes, ce qui conduit l'armée israélienne à intervenir.

Enfin, sur le front nord, des attaques soutenues et des missiles sont lancés par le Hezbollah depuis le Liban. Le mouvement chiite bénéficie du soutien de l'Iran qui lui-même réoccupe la zone démilitarisée dans les hauteurs du Golan, notamment la ville de Quneitra, depuis laquelle il procède à des attaques contre le territoire israélien.

Actualité juive : Une crise qui s'insère, dans le scénario choisi, dans un mouvement de déstabilisation régionale.

C. T. : Ces incidents interviennent dans un contexte de rapide dégradation régionale, avec des situations de guerre en Syrie et en Irak, et l'aggravation d'une crise humanitaire de grande ampleur. À la déstabilisation du Moyen-Orient, la simulation ajoute des menaces sur le trafic maritime dans le détroit de Bab-El-Mandeb, au large de Djibouti, en lien direct avec la guerre au Yémen.

Tout cela contribue à déstabiliser l'ordre économique international et entraîne l'envolée des prix du pétrole. Les États-Unis annoncent la mise en place d'une force navale internationale pour rétablir la liberté de navigation en mer Rouge.

Actualité juive : Ce scénario est-il plausible à court terme ?



C. T. : En théorie, absolument. Ce scénario est le fruit de la recherche de chercheurs de l'Institute for Policy and Strategy d'IDC à Herzliya, établie à partir de paramètres déjà présents aujourd'hui. La question de la cohésion de leadership politique palestinien, de la légitimité du Fatah ou de la velléité de responsables palestiniens, aujourd'hui écartés du pouvoir, de saisir l'occasion pour tenter de modifier le paysage palestinien, tout cela est tout à fait plausible.

Actualité juive : Mais peut-il y avoir concomitance dans l'activation de toutes les pièces du puzzle ? Autrement dit, des violences palestiniennes peuvent-elles conduire le Hezbollah et l'Iran à ouvrir simultanément deux autres fronts ?

C. T. : Là est tout l'intérêt de la simulation qui est d'abord un exercice d'anticipation. Les éléments présentés reposent sur une analyse des risques et de leur évolution à court et à moyen terme : la militarisation à outrance du Hezbollah, la stratégie iranienne dans la région, la guerre en Irak et en Syrie. La simulation ne fait qu'imaginer leur conjonction, leur simultanéité. Les diplomates ont l'habitude de se prêter au jeu de la prospective. Quelles seraient les décisions à prendre face à l'évolution de tel ou tel scénario ? Comment réfléchir aux interactions des différents acteurs impliqués dans cette crise, au niveau régional et sur la scène internationale.

Actualité juive : Vous représentez la France et l'Union européenne dans cet exercice. Comment ces deux acteurs auraient-ils réagi à une telle crise ?

C. T. : Pour ce qui est de l'Union européenne, il s'agit avant tout d'être présent sur le plan diplomatique et humanitaire, de parvenir à coordonner les positions entre ses États membres et à peser sur les négociations éventuelles et l'évolution de la crise, notamment dans ses dimensions les plus violentes. La France est aujourd'hui engagée dans la région à plusieurs titres. Sur le plan militaire, notamment dans la lutte antiterroriste contre Daesh, en Syrie par exemple. Sur le plan humanitaire, elle est l'un des pays

contributeurs de la gestion de la crise des réfugiés et de ses répercussions en Europe. Sur le plan du droit international, Paris serait également au premier plan sur la question de la liberté de navigation, notamment du fait de sa base militaire à Djibouti. On peut aussi imaginer que la diplomatie française proposerait que Paris puisse jouer un rôle dans les tentatives de gestion de la crise moyen-orientale et accueillir les discussions internationales pour gérer cette crise. Elle exercerait également son influence pour que ses partenaires européens en fassent de même. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR STEVE NADJAR

*Dernier ouvrage, « L'Union européenne et la paix » (en codirection avec Anne Bazin), Presses de Sciences Po, 238 p., 14 euros.



L'ORGANISATION SIONISTE MONDIALE - OSM
recherche pour l'année scolaire 2017/2018 des professeurs d'hébreu pour enseigner dans des classes d'oulpan partout en France.
 Vous êtes de langue maternelle hébraïque ou de niveau équivalent.
 Vous avez déjà enseigné ou souhaiteriez recevoir une formation de professeur d'hébreu ?
 Adressez votre CV à : oulpan@wzo.org.il
 Plus d'informations auprès de Nava : 01 84 79 06 58
www.osmfrance.fr

NÉGOCIATIONS

Poursuite des efforts de paix américains

Les émissaires du président Trump, Jared Kushner et Jason Greenblatt, ont eu des entretiens fructueux avec les dirigeants israéliens, mais leur visite à Ramallah ne s'est pas déroulée comme les Palestiniens le souhaitaient.

Au cours de la visite qu'il a effectuée en Israël au mois de mai, le président américain, Donald Trump avait fait part de son désir de parvenir à un accord de paix historique au Proche-Orient.

Dans le cadre de ce projet, deux de ses proches conseillers, son gendre Jared Kushner et Jason Greenblatt, se sont récemment rendus en Israël pour tenter de faire avancer les pourparlers. Et ce voyage devrait être suivi de plusieurs autres. Il est intéressant de noter que les négociations relatives au conflit israélo-palestinien sont menées directement par la Maison Blanche, échappant au contrôle du Département d'Etat et du Pentagone dont les responsables, Rex Tillerson et James Mattis, ne sont pas considérés comme aussi favorables aux positions israéliennes.

Les deux émissaires du président Trump se sont entretenus le 21 juin avec M. Netanyahu. La rencontre s'est déroulée en présence de l'ambassadeur des Etats-Unis en Israël, David Friedman, et de son homologue israélien à Washington, Ron Dermer. Selon le communiqué publié par la Maison Blanche à l'issue de cet entretien, les deux parties ont reconnu que parvenir à la paix « prendrait du temps ».

Au cours de cette « rencontre productive », les participants ont réaffirmé leur engagement envers le processus de paix, ils

ont « discuté des priorités et des prochains mouvements possibles d'Israël [...] et reconnu le rôle critique que joue l'Etat hébreu dans la sécurité de la région ».

A l'issue de sa rencontre avec M. Netanyahu, Jared Kushner s'est rendu à Ramallah en compagnie de Jason Greenblatt qui avait déjà eu un entretien préliminaire avec de proches collaborateurs du président palestinien. Si l'on en croit les responsables, cette conversation préparatoire se serait déroulée dans une ambiance assez désagréable.

Les Américains, qui exigent toujours que l'Autorité palestinienne cesse de verser des allocations mensuelles aux familles des terroristes, auraient aussi déploré que Ramallah n'ait pas condamné l'attentat au cours duquel la jeune garde-frontière, Hadass Malka, a

trouvé la mort et que Mahmoud Abbas refuse d'aller rencontrer le nouvel ambassadeur des Etats-Unis à Tel-Aviv.

L'entretien de Mahmoud Abbas avec Jared Kushner ne se serait pas tenu dans une ambiance plus sympathique et, selon le journal *Al-Hayat* de Jérusalem-Est, l'émissaire américain aurait déclaré à ses interlocuteurs que, face à leur obstruction, le président Trump pourrait renoncer à ses efforts pour relancer le processus de paix au Proche-Orient. ●

ISABELLE PUDERBEUTEL

Ambiance désagréable

ELECTRICITÉ À GAZA

La crise bientôt résolue ?

Le plan de Mahmoud Abbas, qui voulait mettre le Hamas à genoux en baissant les financements alloués à la bande de Gaza, semble avoir été déjoué par son rival, Mohamed Dahlan.

Malgré la réduction des fournitures d'électricité à la bande de Gaza décidée par le gouvernement israélien, la situation dans cette zone côtière, où la population n'est alimentée en courant électrique que quatre heures par jour ne devrait pas changer. L'Egypte a en effet commencé à scheminer vers la bande de Gaza des dizaines de camions de carburant pour alimenter la centrale électrique locale.

Tout avait commencé à l'initiative du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, qui avait décidé de réduire de 40 % les sommes versées pour payer l'électricité destinée à Gaza. Il souhaitait acculer le Hamas et l'obliger à renoncer à une partie de son indépendance. Peu désireux d'affaiblir le leader de Ramallah, les Israéliens avaient ac-

cepté de réduire l'alimentation en électricité de Gaza malgré le risque de guerre qu'une dégradation supplémentaire de la situation dans l'enclave faisait craindre.

C'est là qu'est intervenu Mohamed Dahlan, ancien leader du Fatah à Gaza et ennemi juré de Mahmoud Abbas. Il a réussi à négocier un accord avec les dirigeants du Caire qui ont accepté de fournir du carburant, payé apparemment par les Emirats arabes unis, pour faire fonctionner la centrale électrique de l'enclave palestinienne.

En se rapprochant ainsi du Hamas, dont il pourrait devenir une sorte de ministre des Affaires étrangères, Dahlan accroît les chances de sécession de la bande de Gaza, qui pourrait devenir une entité indépendante de la Cisjordanie gouvernée par le Fatah. ● I. P.

Action diplomatique

Jared Kushner vu des Etats-Unis

Le premier voyage du gendre de Donald Trump au Proche-Orient, en tant que conseiller spécial, a été suivi avec beaucoup d'attention aux Etats-Unis.

Un grand nombre de journalistes et d'experts américains ont d'entrée de jeu pointé du doigt sa faible expérience diplomatique et exprimé peu d'espoir qu'il parvienne à faire avancer les négociations entre Israéliens et Palestiniens. « Trump se retirera-t-il des pourparlers au Moyen-Orient après l'apparition de divisions entre Abbas et Kushner », s'est même demandé l'hebdomadaire *Newsweek*, à l'issue d'une rencontre tendue entre le chef de l'autorité palestinienne et le conseiller du président américain.

Mais tous ne sont pas aussi pessimistes. Interrogé par le *Washington Post*, l'analyste américain Nathan Thrall estime pour sa part que le manque d'expérience de Jared Kushner n'est pas forcément une mau-

vaise chose. « D'autres, qui avaient beaucoup plus d'expérience, ne s'en sont pas forcément bien sortis. Ils ont tous échoué », souligne l'expert.

Homme mystérieux et communiquant très peu dans les médias, l'action politique de Jared Kushner a été jusqu'ici assez difficile à décrypter. Selon un récent sondage réalisé pour le *Wall Street Journal* et NBC News, seuls 17% des Américains auraient une image positive du conseiller du président américain en charge du Moyen-Orient. Son action semble aujourd'hui largement parasitée par une enquête du FBI dont il fait l'objet concernant des soupçons de collusion entre la Russie et le clan Trump, pendant la dernière campagne présidentielle. ●



Jared Kushner

NOÉMIE TAYLOR-ROSNER

NATANYA

THE SEASONS ON THE SEA

Maritime Hotel

La plage familiale "The Seasons - Tamnun" est adjacente à l'hôtel

Mois de Juillet : Prix spécial pour famille + enfant

Cette année, les enfants sont rois!

- Mini-Club intérieur et extérieur
- Terrains de Basket et de Football
- Espace réservé aux enfants avec parc de jeux, toboggans, balançoires...

PROMOTION SPECIALE AOÛT 2017

- Reservez une suite Junior en BB pour 3 nuits minimum, la prestation de 2 enfants gratuits
- Reservez un minimum de 14 nuits et recevez une suite surclassée
- Reservez un minimum de 8 nuits et recevez le repas de vendredi soir gratuit

Pour réserver appelez au 972-9-8601520 / 555 ou contactez votre agence de voyage www.seasons.co.il

AOÛT 2017

Sous Contrôle du Beth-Din de Paris

GUY AZRIA ORGANISATION

Grand Hôtel **Michelacci** ****

Gabice Mare Rimini - Italie

2 Semaines **1990€** Vol/Transfert INCLUS

Baby-Mini-Kids Club
Excursion à Venise
Balade en mer
Marché de Riccione

Animations SUNLIGHT

Jeux, Soirées, Tournois

Réservations : 01 42 85 25 25 - 06 06 66 91 15

Le général Amir Eschel



SUITE DE LA PAGE 12

« L'ennemi israélien doit savoir que s'il déclare une guerre contre la Syrie ou le Liban, des dizaines de milliers de combattants du monde arabe et islamique seront partenaires dans cette guerre », a assuré Hassan Nasrallah, le 23 juin, à l'occasion de la « Journée de Jérusalem ».

L'évolution du rapport de forces dans la guerre syrienne pourrait à terme redistribuer certaines cartes.

Le déclin de l'Etat islamique en Syrie se traduit actuellement par une bataille de tous les instants entre les différentes parties prenantes (alliés d'Assad, milices islamistes, Etats-Unis, Turquie) pour préparer l'après-Daech et renforcer ses positions (voir ci-contre). Déchargé du poids de son soutien au régime alaouite, Hassan Nasrallah pourrait décider de réchauffer la frontière Nord. Et l'antécédent de 2006, tout comme celui de l'été 2015 à Gaza, témoigne de la rapidité avec laquelle une situation supposée maîtrisée peut brusquement se dégrader.

Un des éléments déclencheurs envisagés par Tsahal serait la conquête d'un village israélien frontalier par un commando chiite.

Scène apocalyptique qui contraindrait, sans hésitation, le gouvernement israélien à une intervention militaire massive.

Pour parer à cette éventualité, Israël doit engager le mois prochain la construction de deux murs de protection courant sur la frontière libanaise, dans le cadre d'une démarcation engagée en 2015. Aucun travaux n'avaient en effet été entrepris depuis le retrait israélien du Liban, en 2000, derrière la « Ligne bleue ». La vétusté de certaines parties de la démarcation mettait aussi en

péril certaines communautés israéliennes. Le futur tronçon, haut de 7 mètres, s'étendra, à l'ouest, de Rosh Hanikra à Hanita, et, à l'est, de Metula - particulièrement fragile en cas d'attaque ou de tirs de

snipers - à Misgat Am. L'un des objectifs opérationnels israéliens consiste à transformer les zones les plus menacées (kibboutz d'Hanita, Avivim, Shlomi) en une falaise si escarpée qu'elle rendrait très délicate la possibilité d'une infiltration ennemie.

« Paix impossible, guerre improbable », prédisait Raymond Aron, en 1948, au sujet de la guerre froide. La fameuse formule pourrait ne pas s'appliquer éternellement en Galilée. ●

STEVE NADJAR

Menaces de Nasrallah

EXPOSITION NORD

La pression monte

Face aux avancées de l'Iran et de ses alliés, Israël veut plus que jamais sécuriser sa frontière avec la Syrie.

Cela faisait cinq mois que l'on n'avait plus enregistré d'incident sur la frontière syrienne. L'armée d'Assad, appuyée par le Hezbollah et l'Iran regagne du terrain, et les combats se rapprochent une nouvelle fois d'Israël. Le 24 juin, plus d'une dizaine d'obus ont touché le nord du Plateau du Golan, en provenance de la zone de Quneitra, où de violents combats opposaient des groupes rebelles islamistes aux troupes

der aux champs et aux vergers, mais sous protection de l'armée.

Jusqu'à présent, Tsahal riposte à chaque tir confirmé, qu'il soit délibéré ou non. L'aviation a visé à deux reprises des positions d'artillerie et un camion de munitions de l'armée d'Assad. « Nous ne tolérerons ni tirs perdus ni tirs sporadiques et nous réagirons avec force », avait averti dès dimanche Benjamin Netanyahu. Si les ripostes de Tsahal ne visent que des objectifs de l'armée d'Assad, c'est parce qu'elle est considérée par Israël comme officiellement responsable de la Syrie. Même si l'on n'exclut pas que ce soit les rebelles qui attirent par

Nervosité ambiante

fois délibérément le feu des troupes loyalistes vers la frontière, pour obliger Israël à réagir et l'entraîner ainsi dans le conflit. Pour la même raison, si Israël hausse le ton contre la Syrie, il limite ses opérations de riposte à des frappes chirurgicales. La situation est trop volatile pour ne pas calibrer au millimètre près la moindre action contre des objec-

tifs syriens. « Ceux qui songent à établir une nouvelle base contre Israël sur le Golan feraient bien d'y réfléchir à deux fois », avertissait lundi Avigdor Lieberman. Et dans un même souffle, le ministre israélien de la Défense assurait qu'Israël ne voulait lancer d'opération militaire « ni au nord, ni au sud ». Il n'en demeure pas moins que l'Iran lorgne une nouvelle fois du côté du Golan syrien, qui lui offrirait une position de choix face à Israël et qu'il appuie les forces loyalistes syriennes pour en déloger les insurgés.

C'est pourquoi Jérusalem s'inquiète du projet envisagé par les Etats-Unis, la Russie et la Jordanie d'établir une zone tampon et d'exclusion aérienne sur la frontière syro-jordanienne et donc à la pointe sud du Plateau du Golan. Sur le principe, le chef du gouvernement israélien n'y est pas opposé, mais à la condition

Menace

« L'Iran ne doit pas devenir la prochaine Corée du Nord »

A Herzliya, les experts de la sécurité israélienne ont désigné l'Iran comme la principale menace pour la région et Israël.

Quand le chef d'état-major de Tsahal a choisi de comparer les aspirations du régime chiite à celles du dictateur fou de Pyongyang, il savait que l'image attirerait l'attention. Deux jours plus tôt, Téhéran avait tiré une demi-douzaine de missiles contre des objectifs de Daech en Syrie, en représailles au double attentat revendiqué par le groupe Etat islamique, qui avait frappé la capitale iranienne au début du mois de juin. Israël avait d'ailleurs éterné les Iraniens en annonçant que la plupart des tirs avaient manqué leur cible, mais comme l'a expliqué le général Gadi Eisenkot, l'essentiel était ailleurs. « L'Iran voulait marquer les esprits ». Nul doute qu'il y est parvenu.

L'Iran, loin de donner des signes d'apaisement après six ans d'implication dans le conflit civil syrien et un accord international sur son programme d'armement nucléaire, continue d'avancer ses pièces sur l'échiquier régional, pour réaliser la « doctrine Jafari », comme l'a rappelé le général Eisenkot. Cette vision stratégique du commandant des Gardiens de la Révolution consiste à instaurer une hégémonie islamique mondiale, à commencer par le Proche-Orient, où l'Iran cherche plus que jamais à former un croissant chiite qui relierait Téhéran à Beyrouth, en passant par la Syrie. Ce qu'Amos Gilad, l'ancien directeur du pôle diplomatique du ministère israélien de la Défense, surnomme le « Hezbollahistan », une entité comprenant le Hezbollah, l'Iran et la Syrie de Bashar el

Assad et qui est en train de remplacer progressivement Daech. Une menace que l'expert considère bien plus grave que celle de l'Etat islamique, « une menace stratégique pour Israël ». Amos Gilad va même jusqu'à évoquer le scénario d'une guerre sur le front nord d'Israël conduite par cette nouvelle force et appuyée par le soutien financier de la Russie.

Parallèlement, le chef des renseignements de Tsahal, le général Herzl Halevi a confirmé que le Hezbollah, avec l'aide de l'Iran, avait commencé à mettre en place une industrie militaire au Liban et produisait des armes de précision qui allaient ensuite grossir ses arsenaux près de la frontière israélienne. « Nous ne pouvons rester indifférents face à cette menace. Et d'ailleurs nous ne le sommes pas », a assuré le général Halevi, confirmant implicitement des actions de Tsahal, mais aussi des contacts diplomatiques entrepris par Israël auprès de ses alliés.

Plus délicate est la question de l'adéquation des visions stratégiques d'Israël et des Etats-Unis. Jérusalem considère l'Iran et ses alliés comme la principale menace. Washington continue de donner la priorité à la lutte contre Daech, sans traiter sérieusement la menace iranienne. « Nous ne laisserons pas des supplétifs de l'Iran menacer Israël depuis le Golan syrien après la défaite de Daech », a affirmé Brett McGurk. Mais les propos apaisants de l'émissaire de Donald Trump à Herzliya n'ont pas suffi à rassurer sur le court terme. ● P.Z.



Dans les hauteurs du Golan, à la frontière israélo-syrienne

que cette zone ne devienne pas un avant-poste pour l'Iran. D'autre part, il n'est pas question que l'aviation de Tsahal ne puisse plus intervenir pour neutraliser un chargement d'armes destiné au Hezbollah ou pour riposter à une attaque ou une menace immédiate contre sa souveraineté, ce que le ministre israélien de la Défense qualifie de « bombes en marche ». « L'aéroport de Damas ne doit pas servir à la contrebande d'armes du Hezbollah, a également averti Avigdor Lieberman, au-delà d'un certain seuil, nous n'hésiterons pas à agir ». Pour le ministre, les choses doivent être claires : quels que soient les dispositifs de désescalade mis en place en Syrie, « Israël ne renoncera jamais à sa liberté d'action ». ●

PASCAL ZONZAIN

ISRAËL

Le front Nord sous tension

#HC17



כנס הרצליה 2017 תשע"ז
HERZLIYA CONFERENCE

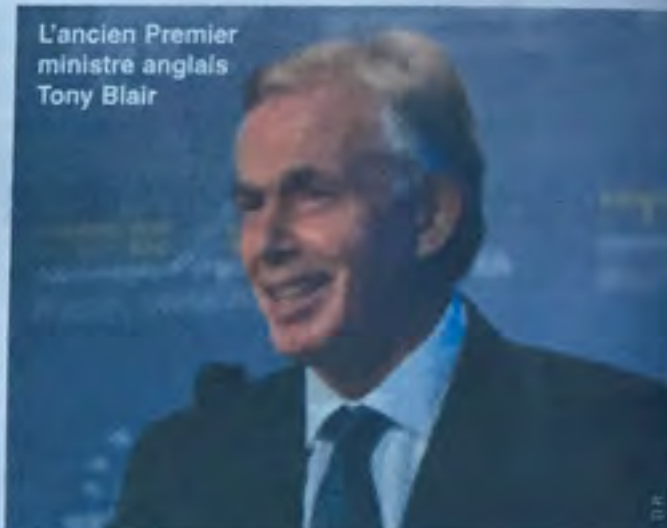
JUNE 20-22, 2017



Le général
Gadi Eisenkot



Le chef du parti
travailliste
Its'hak Herzog



L'ancien Premier
ministre anglais
Tony Blair

■ Au lendemain de la prestigieuse Conférence d'Herzliya, consacrée aux défis stratégiques de l'Etat hébreu, Actualité juive se penche sur l'état des menaces en cours, alors que l'accélération du tempo dans la guerre syrienne pourrait profiter à l'Iran et ses alliés.

Curieux télescope. Alors que l'élite politique, militaire et universitaire israélienne se retrouvait, en fin de semaine dernière, dans la cité balnéaire d'Herzliya pour évoquer l'horizon stratégique de l'Etat hébreu, la situation s'embrasait soudainement sur le front nord. Télescope doublé d'un paradoxe : si les risques d'accrochage concentrent l'attention des médias et ravivent les inquiétudes des habitants des terres septentrionales du pays, la situation générale offre en même temps à Jérusalem des opportunités géopolitiques inédites.

Depuis sa première édition en décembre 2000, sous l'égide du Centre interdisciplinaire d'Herzliya (IDC), la Conférence reflète l'état du débat stratégique israélien. Des invités de marque s'y succèdent, Nicolas Sarkozy en 2015, l'ex-émissaire du Quartet au Proche-Orient cette année, l'ancien premier ministre anglais Tony Blair. Mais la « Keness Herzliya » peut également servir de plateforme au lancement de dynamique diplomatique, comme en 2003, lorsque le premier ministre d'alors, Ariel Sharon, y lança son initiative de désengagement unilatéral de la bande de Gaza. L'opération se matérialisa un an et demi plus tard, à l'été 2005.

Que retenir de cette 17e édition, organisée du 20 au 22 juin ? L'appel solennel du ministre Likoud des transports et des investissements, Israël Katz, à ouvrir des relations diplomatiques entre Israël et l'Arabie Saoudite, un rapprochement encouragé par l'administration de Donald Trump ? « Il pourrait y avoir une excellente coopération en matière d'intelligence », nuance l'ancien chef du Mossad, Tamir Pardo (2011-2016). Mais « aucun changement majeur ne pourrait aboutir sans avancée sur le problème palestinien ». L'optimisme n'était pourtant pas au rendez-vous dans ce dossier. « Nous voulons la paix, mais parfois certaines situations sont des problèmes insolubles, et il faut vivre avec elles », a lâché le ministre de l'Éducation, Naftali Bennett, patron du parti sioniste-religieux Habayit Hayéoudi. Pour le chef du Parti travailliste, Its'hak Herzog, qui remet dans les prochains jours son mandat en jeu, « Neta-



nyahou n'est pas capable de conclure un accord de paix avec les Palestiniens ».

A rebours de ces perspectives, semble-t-il, lointaines, l'actualité a donné à d'autres débats un retentissement plus net. Les troupes d'Hassan Nasrallah ont renforcé leur force de frappe militaire et stockeraient désormais 150 000 missiles. Le partage d'expériences avec les Pasdaran iraniens et les conseillers russes présents en Syrie a dopé leur savoir-faire, notamment en matière d'opérations offensives. Et Jérusalem s'inquiète des efforts libano-iraniens pour accélérer le développement d'une industrie d'armement au Liban. « Durant la dernière année, l'Iran a travaillé à la mise en place d'installations de production indépendantes d'armes au Liban

et au Yémen. Nous ne pouvons pas rester indifférents à cela », a commenté, le 21 juin, le chef du renseignement militaire israélien, le général Herzl Halevi. Les chaînes de production tourneraient à plein régime : missiles sol-air, missiles antitank, drones.

Postes d'observation

Révéloées en mars par le journal koweïtien *Al Jarida*, ces activités répondraient à la volonté iranienne d'échapper aux frappes aériennes israéliennes contre les convois d'armes acheminées en direction du Hezbollah, via le sol syrien. Toujours par mesure de précaution, ces usines auraient été enfouies à plus de 500 mètres sous terre pour compliquer la donne des chasseurs à l'étoile de David. A défaut de

réagir – au moins provisoirement – manu militari, Israël a prévenu l'Iran, via des émissaires européens, qu'il ne « tolérerait pas » cette situation, selon le quotidien *Haaretz*. L'ambassadeur israélien aux Nations unies, Danny Danon, a également informé la semaine dernière les membres du Conseil de sécurité (CSONU) de la mise en place, par le Hezbollah, de poste d'observations à la frontière libano-israélienne, sous la couverture d'une organisation environnementale, « Green Without Borders » (« Verts sans frontières »). « Ce que la force aérienne a pu faire [...] au cours des 34 jours de la guerre du Liban, nous pouvons aujourd'hui le faire en 48 à 60 heures », a menacé le général Amir Eschel, commandant en chef d'une armée de l'air israélienne dont la prééminence fut critiquée aux lendemains de la deuxième guerre du Liban, en 2006.

Guerre improbable à court terme

Israël voit dans ce trompe-l'œil pseudo-écologique une nouvelle preuve de l'inefficacité de la FINUL. Les soldats de la force intérimaire des Nations unies au Liban ont pour tâche de faire respecter la résolution 1701, voté le 11 août 2006, qui interdit au Hezbollah de se déployer au sud du fleuve Litani, au Sud-Liban. Or les militaires israéliens, et plus récemment l'ambassadrice américaine aux Nations unies, Nikki Haley, en visite en Israël début juin, ont pu constater les allées et venues des troupes chiïtes dans la zone. « Le Hezbollah viole de façon flagrante la résolution 1701 du CSONU », a dénoncé le général Halevi, en exposant des photographies des lieux.

L'évaluation israélienne à l'heure actuelle écarte l'hypothèse d'un nouveau « round » de conflit avec le Hezbollah. L'engagement aux côtés de Bachar el Assad en Syrie grève encore considérablement les effectifs de l'organisation qui ne pourrait pas mener deux fronts parallèlement. A cela s'ajoute le maintien de la dissuasion permise par la guerre de 2006. Mais le parfum de la guerre ne s'est pas complètement dissipé.

SUIVE PAGE 13